

**La visite au Canada**  
du  
**Président**  
de la  
**République de Zambie**  
**M. Kenneth Kaunda**

---

**du 2 au 6 juin 1989**

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01073491 4

CA1 EA 89V31 EXF STORAGE  
Visit to Canada by President  
Kenneth Kaunda of the Republic of  
43253940

**La visite au Canada**

du

**Président**

de la

**République de Zambie**

**M. Kenneth Kaunda**

---

**du 2 au 6 juin 1989**

43-253-941



Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada

## LE PRÉSIDENT KAUNDA DE LA ZAMBIE

Kenneth David Kaunda est né en 1924. Son père était un missionnaire de l'Église d'Écosse et sa mère une des premières enseignantes africaines dans la région. Sa carrière d'enseignant cède vite la place à ses intérêts politiques et à son engagement dans la lutte pour l'indépendance dans les années 50.

En 1960, il est élu chef du United National Independence Party, qu'il vient de former. En 1964, il retire la Rhodésie du Nord de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland et, en octobre de la même année, il devient Président du nouvel État indépendant de Zambie.

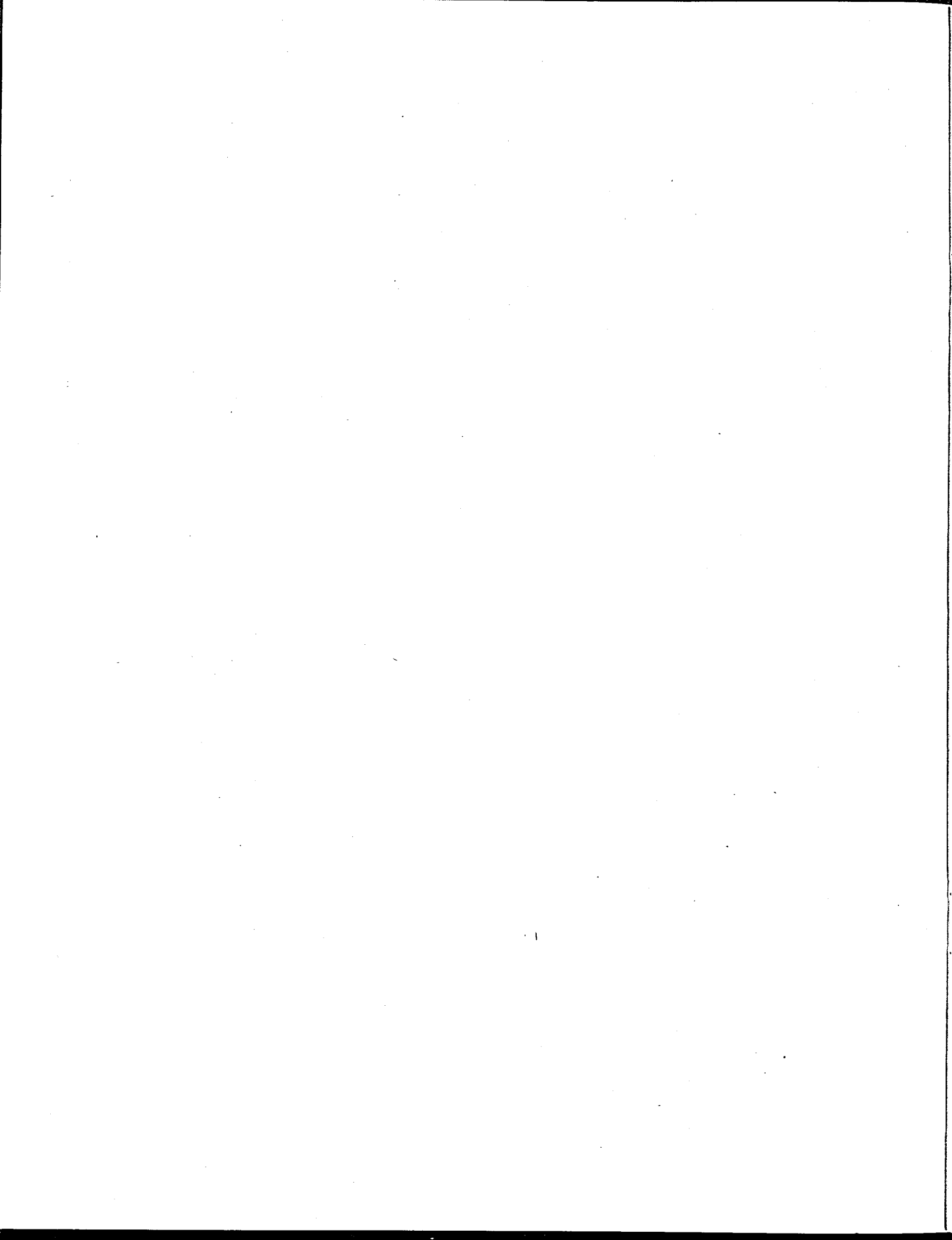


Le Président Kaunda est l'un des hommes d'État les plus influents d'Afrique. Président du Mouvement des pays non alignés en 1969 et deux fois président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), il est à la tête des États de la ligne de front depuis leur regroupement. Depuis plus de vingt ans, il est à la pointe des efforts internationaux pour mettre un terme à l'apartheid en Afrique du Sud et établir la paix ailleurs en Afrique australe, notamment en Rhodésie dans les années 70 et au Mozambique et en Angola dans les années 80.

Auteur ou coauteur de sept ouvrages, il a reçu des diplômes honorifiques d'au moins six universités, dont celle de Windsor (Ontario) en 1966. Le Président Kaunda est déjà venu au Canada à plusieurs reprises, la dernière fois en 1987 pour participer à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth à Vancouver.

Le Président est un ardent défenseur de l'unité nationale dans son pays. Son dévouement à la cause de l'"humanisme" a donné naissance à ce que les Zambiens considèrent comme leur philosophie officielle de gouvernement.

Le Président Kaunda est marié à Betty Banda; ils ont neuf enfants.



LE PREMIER MINISTRE  
BRIAN MULRONEY

M. Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du



Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, avec qui il a eu quatre enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas.



### APERÇU DE LA VISITE

Le Président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, effectuera une visite au Canada du 2 au 6 juin 1989. Le Président Kaunda et le Premier ministre Mulroney prononceront les allocutions principales à l'ouverture de la cinquième Conférence internationale sur le SIDA, le 4 juin à Montréal. Le Président zambien, accompagné de son fils, M. Waza Kaunda, de ses ministres des Affaires étrangères et de la Santé et de hauts responsables de son gouvernement sera les 5 et 6 juin à Ottawa. Pendant son séjour à Ottawa, le Président Kaunda rencontrera le Gouverneur général Jeanne Sauvé et il aura des entretiens avec le Premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark, et le ministre des Relations extérieures et du Développement international, Monique Landry.

La visite offrira une importante occasion de passer en revue les étroites relations bilatérales entre le Canada et la Zambie, d'examiner les faits nouveaux survenus en Afrique australe et de renforcer la collaboration traditionnelle entre les deux pays dans la campagne internationale pour mettre fin à l'apartheid, tant au sein du Commonwealth que dans d'autres forums.

## PROFIL POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA ZAMBIE

La Zambie a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1964. Sa population de 7,3 millions d'habitants parle 73 idiomes. L'anglais est la langue officielle. Lusaka, la capitale, abrite plus de 750 000 personnes. Pays non aligné, la Zambie entretient de bonnes relations avec les Etats de l'Est comme de l'Ouest ainsi qu'avec les autres pays en développement.

### Situation politique

La Zambie est une démocratie parlementaire de type présidentiel à parti unique, dotée d'une Assemblée nationale unicamérale. Les élections législatives et présidentielles se tiennent simultanément, à intervalles de cinq ans. Lors des dernières élections, qui ont eu lieu en octobre 1988, plus de 300 candidats, tous membres du parti au pouvoir, le United National Independence Party (UNIP), se sont disputé les 125 sièges électifs; dix autres députés sont nommés par le président. Le Président Kaunda, dont la position est incontestée, a recueilli un très vaste appui au scrutin présidentiel. Le Comité central de l'UNIP est l'organe décisionnel suprême du pays.

Sur le plan international, la situation politique en Afrique du Sud et en Afrique australe constitue le principal centre d'intérêt de la Zambie. Cette question a été fortement mise en relief par le Président Kaunda en sa qualité de Président des États de la ligne de front. La Zambie a appuyé la Namibie dans sa poursuite de l'indépendance. Lusaka est le siège des quartiers généraux régionaux de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) et du Conseil national africain (ANC). Le Président Kaunda, qui ne se gêne pas pour condamner les actes de déstabilisation auxquels se livre le gouvernement sud-africain dans la région, et notamment les violations de son accord avec le Mozambique, a exhorté Pretoria à cesser son intimidation militaire et psychologique des États voisins. Tout en prônant l'imposition de sanctions économiques par les pays occidentaux afin d'amener le gouvernement Botha à abandonner l'apartheid, il appelle au démantèlement pacifique de ce régime et au dialogue avec l'Afrique du Sud.

La Zambie est un membre actif de l'Organisation de l'unité africaine et du Mouvement des pays non alignés. Elle entretient des relations amicales avec les États-Unis, l'Union soviétique et la République populaire de Chine. Depuis quelque temps, elle se tourne de plus en plus vers le Japon, voyant dans ce pays un important client pour son cuivre et une nouvelle source d'aide au développement. Au niveau régional, la Zambie participe activement à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) et à l'Accord d'échanges préférentiels (AEP).

## Situation économique

Pour avoir trop misé sur le cuivre, qui représente quelque 90 p. 100 des exportations, la Zambie se débat dans de graves difficultés économiques, que viennent encore compliquer une terrible sécheresse, un recul des investissements dans le secteur agricole, des déficits de la balance des paiements et des problèmes chroniques au niveau des transports. Ces dernières années, l'économie a particulièrement souffert d'une production insuffisante de cuivre et de la déprime des cours de ce métal, quoique la situation se soit légèrement rétablie par suite d'une hausse récente du prix du cuivre et de bonnes récoltes en 1988. On estime que les réserves de cuivre seront épuisées aux environs de l'an 2000.

Avec une dette extérieure qui dépasse 6 milliards \$US, la Zambie est l'un des pays d'Afrique dont le service de la dette est le plus élevé. Par suite du manque de devises étrangères, le pays connaît de graves pénuries de composants et de produits bruts importés, notamment de pétrole, ce qui entrave la productivité. De plus, la Zambie est aux prises avec des taux d'inflation et de chômage élevés.

Au début de 1987, la Zambie a abandonné son programme d'ajustement économique soutenu par le FMI (Fonds monétaire international), annonçant plutôt la mise en oeuvre d'un plan de redressement de son cru. Celui-ci a été jugé insuffisant par les donateurs internationaux (dont le FMI et la Banque mondiale), particulièrement en raison de la surévaluation du kwacha, la devise locale, du niveau des taux d'intérêt, du contrôle des prix, des subventions et du déficit élevé de la balance des paiements. Ces derniers temps, toutefois, le gouvernement a adopté des mesures positives dans le sens d'une réforme économique, ayant entrepris d'abaisser la valeur du kwacha, de relever les taux d'intérêt et de réduire le niveau des subventions. Par ailleurs, des discussions sont en cours avec la Banque mondiale et le FMI.

## Relations Canada-Zambie

Les relations du Canada avec la Zambie ont toujours été amicales, du fait des liens de longue date forgés au sein du Commonwealth. Elles ont été renforcées par la position opportune prise par le Canada à l'égard des questions concernant l'Afrique australe et par notre empressement à aider la Zambie à réaliser son développement économique. Le Canada a aussi appuyé les initiatives de paix du Président Kaunda dans la région; ce dernier et le Premier ministre Mulroney ont collaboré étroitement en vue d'arrêter la position du Commonwealth à l'égard de l'Afrique du Sud lors des Réunions des chefs de

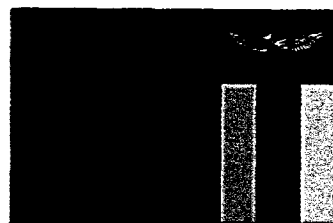
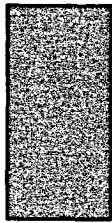
gouvernement du Commonwealth tenues à Nassau (octobre 1985) et, plus récemment, à Vancouver (octobre 1987). Le Premier ministre Mulroney a effectué une brève visite en Zambie en janvier 1987. D'autre part, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, s'est rendu dans ce pays en 1988 pour participer à la première réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe.

Le Canada administre en Zambie un important programme de coopération au développement. Les montants consacrés à ce programme se sont élevés à 20,1 millions \$ en 1987-1988 et à 25 millions \$ en 1988-1989, ce qui porte le total depuis 1962-1963 à quelque 240 millions \$. L'aide bilatérale de l'ACDI visait au départ les besoins de la Zambie dans les domaines des transports et de la formation. Vers le milieu des années 70, l'assistance technique a été remplacée par des projets d'équipement et par des lignes de crédit destinées à atténuer les problèmes de balance des paiements que connaissait le pays. Toutefois, la rupture de la Zambie avec le FMI et la cessation de ses paiements à la Banque mondiale ont été lourdes de conséquences pour les pays donateurs. La plupart, à l'instar du Canada, continuent d'honorer les engagements déjà souscrits, mais attendent que soit adopté un programme d'ajustement pleinement efficace avant d'en prendre de nouveaux. Le Canada fournit par ailleurs à la Zambie une aide alimentaire de 6 millions \$ pour 1989-1990, et il maintient son appui substantiel aux organisations non gouvernementales canadiennes dans ce pays et aux programmes régionaux du SADCC.

Nos exportations vers la Zambie se sont élevées à 19,9 millions \$ en 1988. S'il est vrai que ces chiffres tiennent compte d'un fort pourcentage d'aide bilatérale, des entreprises canadiennes ont néanmoins réussi ces dernières années à se faire adjuger des parties de projets financés par la Banque mondiale dans les secteurs de la santé et de la construction de routes. Pour la même période, nos importations en provenance de la Zambie ont été négligeables.

Environ 450 Canadiens, principalement des coopérants de l'ACDI et des membres d'ONG et d'ordres missionnaires, vivent et travaillent en Zambie. Un petit nombre d'étudiants zambiens sont inscrits dans des universités canadiennes.

CA1  
EA  
89V31  
EXF  
STORAGE



**Visit to Canada**  
by  
**President Kenneth Kaunda**  
of the  
**Republic of Zambia**

---

**June 2 to 6, 1989**

.b2263932(E)

.b2263944(F)

43-253-941(A)  
(.b2263944)

43-253-940

**Visit to Canada**  
by  
**President Kenneth Kaunda**  
of the  
**Republic of Zambia**

---

**June 2 to 6, 1989**

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

**OCT 23 1989**

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



External Affairs  
Canada

Affaires extérieures  
Canada

## PRESIDENT KAUNDA OF ZAMBIA

Dr. Kenneth David Kaunda was born in 1924. His father was a missionary with the Church of Scotland and his mother was one of the first African teachers in the region. His career as a school teacher soon gave way to his political interests and commitment to the fight for independence during the 1950's.

In 1960, he formed and was elected head of the United National Independence Party. In 1964 he pulled Northern Rhodesia out of the Federation of Nyasaland and Rhodesia and became President, in October 1964, of newly independent Zambia.

President Kaunda is one of Africa's pre-eminent statesmen. He was President of the Non-Aligned Movement in 1969, has twice served as Chairman of the Organization of African Unity (OAU) and has led the Front-Line States since the grouping's formation. For more than two decades he has been at the forefront of international efforts to end apartheid in South Africa and to achieve peace elsewhere in the southern African region, notably, Rhodesia in the 1970's and Mozambique and Angola in the 1980's.

He has written or co-authored seven books and received honorary degrees from at least six universities, including, in 1966, the University of Windsor in Ontario. President Kaunda has visited Canada on several other occasions, most recently in 1987 to attend the Vancouver Commonwealth heads of government meeting.

The President is a champion of national unity in his country. His own devotion to "humanism" has inspired and contributed to what the Zambians consider to be their official philosophy of government.

Dr. Kaunda is married to the former Betty Banda. They have nine children.







PRIME MINISTER BRIAN MULRONEY

Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Law from l'Université Laval in Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.



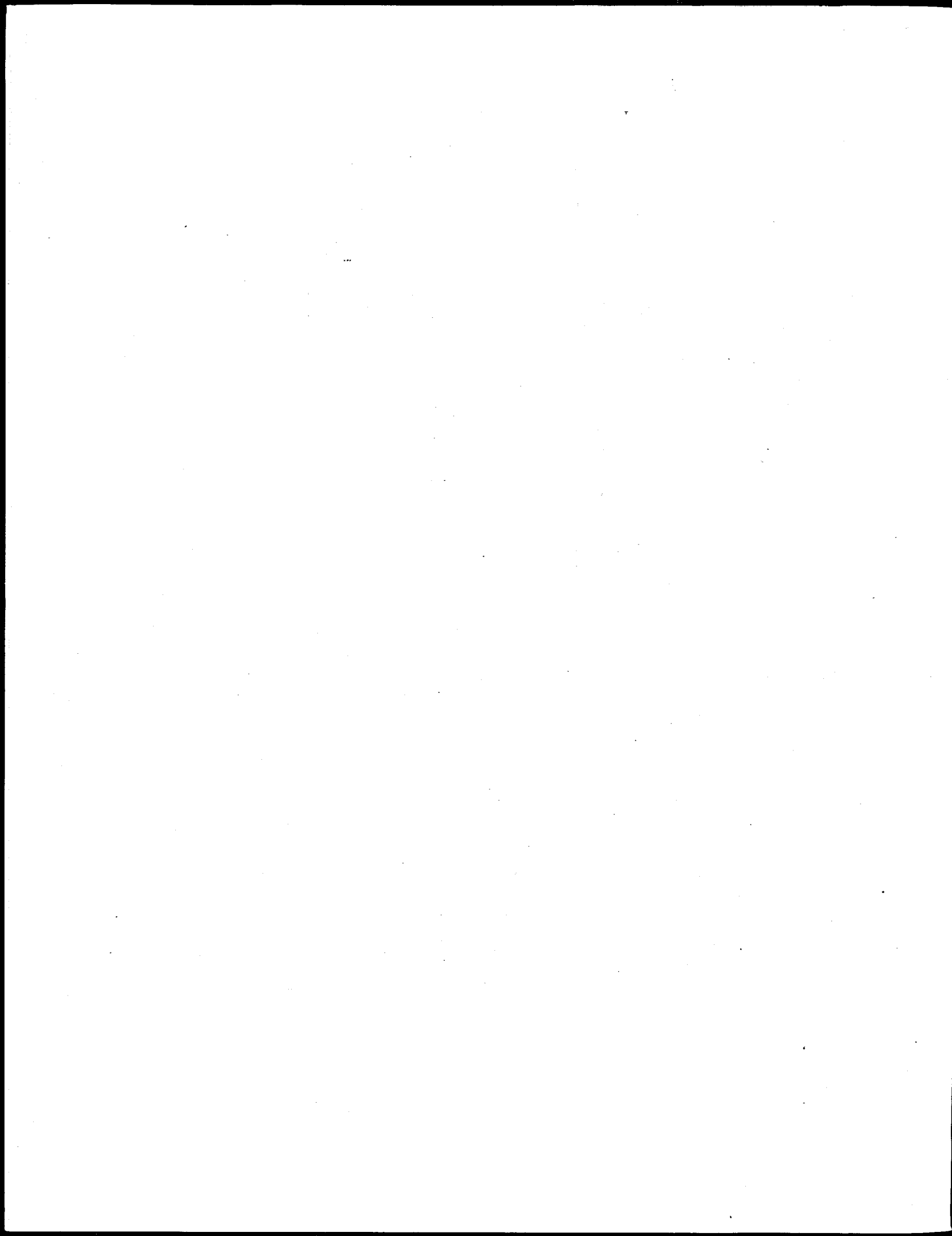
In the general election of 1984, he was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was re-elected in the riding of Charlevoix, Quebec on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children, Caroline, Ben, Mark and Nicolas.



### VISIT OVERVIEW

President Kenneth Kaunda of Zambia will visit Canada from June 2 to 6, 1989. He and Prime Minister Brian Mulroney are to deliver keynote addresses at the opening of the Fifth International Conference on AIDS in Montreal on June 4. President Kaunda, accompanied by his son, Dr. Waza Kaunda, his ministers of Foreign Affairs and Health, and senior Zambian officials, will then visit Ottawa on June 5 and 6. During this visit, President Kaunda will meet with Governor General Jeanne Sauvé, and will have talks with the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs, Joe Clark and the Minister for External Relations and International Development, Monique Landry.

The visit will provide an important opportunity to review the close bilateral relations between Canada and Zambia. It will also provide an occasion to review developments in the southern African region and to reinforce traditional Canada-Zambia cooperation in the Commonwealth and other fora in the international campaign to end apartheid.

## POLITICAL AND ECONOMIC PROFILE OF ZAMBIA

Zambia, which won its independence from Britain in 1964, has a population of approximately 7.3 million, speaking some 73 indigenous languages. English is the official language. Lusaka, the capital, has over 750,000 inhabitants. Zambia is a non-aligned country which enjoys good relations with states from both the Eastern and Western blocs as well as with other developing countries.

### Political Situation

Zambia is a one-party parliamentary democracy with an executive presidency. Elections for both the one-chamber National Assembly and the presidency are held at five-year intervals. The last elections were held in October 1988. More than 300 candidates, all members of the ruling United National Independence Party (UNIP), contested the 125 elected parliamentary seats. Ten members of Parliament are nominated by the President. Although his position was uncontested, President Kaunda received widespread support in the presidential ballot. The highest policy-making body in the country is the UNIP Central Committee.

Zambia's main international concern has been the political situation in South Africa and southern Africa. This issue has been strongly brought into focus by President Kaunda in his role as Chairman of the Front-Line States. Zambia has given its support to Namibia's quest for independence. Both the South West African People's Organization (SWAPO) and the African National Congress (ANC) maintain regional headquarters in Lusaka. President Kaunda speaks out against the South African government for acts of regional destabilization, including violations of its accord with Mozambique. He has called on Pretoria to stop military and psychological intimidation of neighbouring states. He advocates the imposition of economic sanctions by Western countries in an attempt to pressure the Botha government to abandon apartheid. At the same time President Kaunda urges the peaceful dismantling of apartheid and dialogue with South Africa.

Zambia is an active member of both the Organization of African Unity and the Non-Aligned Movement. It maintains friendly relations with the United States, the Soviet Union and the People's Republic of China. Of late, Zambia has been looking increasingly towards Japan as a major customer for copper and a new source of development assistance. Regionally, Zambia participated actively in the Southern African Development Coordination Conference (SADCC) and the Preferential Trade Agreement (PTA).

## Economic Situation

Zambia's current overriding domestic preoccupation is a serious economic situation caused by too heavy a dependence on copper. Copper accounts for some 90 per cent of exports. Severe drought, declining investment in the agricultural sector, balance of payment deficits and chronic transportation difficulties have exacerbated the situation. Depressed prices and underproduction of copper in recent years have had a particularly destabilizing effect on the economy, although a recent increase in the price of copper and a good agricultural growing season in 1988 brought some slight relief. It is estimated that copper reserves will be depleted around the year 2000.

Zambia's current external debt, which is in excess of US\$6 billion, gives it one of the highest debt service ratios in Africa. Its lack of foreign exchange has resulted in severe shortages of imported components and raw materials, including petroleum. This in turn has adversely affected productivity. Zambia is also suffering from high rates of inflation and unemployment.

Early in 1987 Zambia abandoned its economic adjustment program, which was supported by the International Monetary Fund (IMF) and announced an indigenous recovery plan. However, the international donor community (including the IMF and the World Bank), has found the plan insufficient -- in particular as it relates to the over-valuation of the currency of Zambia (the kwacha), the level of interest rates, price controls, subsidies and the country's high balance-of-payments deficit. Recently, however, positive measures have been taken in the direction of economic reform. The government has moved to reduce the value of the kwacha, boost interest rates and reduce the levels of subsidies. Moreover, the Zambian government is currently involved in discussions with the World Bank and the IMF.

## Canada-Zambia Relations

Canada's relations with Zambia have always been friendly. This warmth is the result of long-standing contacts through common membership in the Commonwealth. It has been enhanced by the helpful position Canada has taken on southern African questions and its willingness to assist in Zambia's economic development. Canada has also been supportive of President Kaunda's peace initiatives in southern Africa and Prime Minister Mulroney and President Kaunda worked closely to forge the Commonwealth position on South Africa at the Commonwealth heads of government meeting in Nassau (October 1985) and, more recently, at the meeting in Vancouver (October 1987). Prime

Minister Mulroney visited Zambia briefly in January 1987. The Secretary of State for External Affairs, Joe Clark, visited Zambia in 1988 for the first meeting of the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa.

Canada has a substantial development cooperation relationship with Zambia. Bilateral (Canadian government to Zambian government) disbursements for the year 1987-88 reached \$20.1 million and for 1988-89, \$25 million, bringing the total since 1962-63 to some \$240 million. CIDA's bilateral aid was initially directed towards Zambia's transportation and training needs. In the mid-70's, emphasis on technical assistance gave way to capital projects and lines of credit designed to ease Zambia's difficult balance-of-payments situation. Zambia's break in relations with the IMF, however, and its default to the World Bank had major implications for donors. Most, like Canada, are continuing to meet commitments already made but are awaiting the adoption of a fully effective adjustment program before making new commitments. Canada is also providing \$6 million worth of food aid to Zambia in 1989-90 and is continuing its substantial support through Canadian non-governmental organizations (NGOs) and SADCC regional programs.

Canadian exports to Zambia in 1988 totalled \$19.9 million. Although these figures reflect a high component of bilateral aid, Canadian companies have been successful in recent years in obtaining portions of World Bank-financed projects in the health and road construction sectors. Imports to Canada for the same period were negligible.

Approximately 450 Canadians, mainly CIDA cooperants and members of NGOs and missionary orders, live and work in Zambia. A small number of Zambian students is enrolled at Canadian universities.